

## **ALGERIE, COUP D'ARRET MIS AU COLZA. VICTOIRE DU LOBBY DE L'IMPORTATION ?**

Djamel BELAID 13 décembre 2022

Lors d'un entretien à la Chaîne III, le ministre de l'Agriculture a fait savoir que la culture du colza n'est pas abandonnée en Algérie : « Les gens qui veulent continuer le programme du colza peuvent le faire sans aucun problème. ». En fait, il s'agit bel et bien d'un abandon qui ne dit pas son nom.

Il ne s'agit pas de personnaliser les débats, mais, le ministre expose là une position personnelle étonnante. On peut se demander si cette position a été prise de concert avec la filière et en tenant comptes des récentes orientations du président Tebboune visant à la substitution des importations par la production nationale.

### **Colza, indispensable pour les céréales**

Ces deux dernières années, certains se sont demandés si la nouvelle priorité accordée au colza ne se ferait pas aux dépens des céréales. Cette position montre une méconnaissance grave des principes de base de l'agronomie. L'Algérie pâtit de la mono-culture des céréales à pailles. Dans les champs les retours fréquents du blé dur, blé tendre ou orge créent une situation alarmante. Cette situation amène tout un cortège de parasites spécifiques à ces cultures. L'interruption de cette monoculture par des espèces d'autres familles telles les légumineuses ou les oléagineux sont nécessaires. Par ailleurs, dans le cas du colza, la technologie Clearfield utilisée permet de combattre un ennemi redoutable des céréales : le brome.

Cet aspect agronomique est aussi important que l'apport économique du colza à la réduction des importations des oléagineux.

### **Une seule parcelle de tournesol au sud ne représente pas l'Algérie**

On peut se demander comment le ministre de l'agriculture a-t-il pu arbitrer seul cette décision : la culture de tournesol contre le colza. Cette position est personnelle, en atteste un épisode public mettant en scène ledit ministre.

Lors d'un précédent passage sur la Chaîne III, il s'était enthousiasmé pour un essai de tournesol réalisé au sud. Ajoutant à l'animatrice, je peux vous montrer la photo si vous le désirez. Mais une seule parcelle au sud ne représente pas l'Algérie.

On peut se demander également comment le ministre de l'agriculture a-t-il pu arbitrer seul une décision qui appartient à l'agriculteur. En effet, installer une culture d'hiver telle le colza ou une culture d'été telle le tournesol dépend des conditions spécifiques de l'agriculteur. Celui-ci intègre différents paramètres liés à l'exploitation avant de prendre sa décision. La plus importante est le risque de déficit hydrique qui peut menacer la culture du tournesol étant donné son caractère de culture estivale. Si les variétés sont de plus en plus résistantes à la sécheresse, en absence de moyens d'irrigation, le risque climatique est plus important sur tournesol que colza.

### **MADR, carence de la gouvernance des filières**

Dans sa récente intervention sur la Chaîne III, le ministre se félicite des progrès actuels de l'agriculture. Faut-il lui rappeler que les progrès actuels ont été obtenus grâce aux fonds considérables injectés dans ce secteur et non par une meilleure gouvernance des filières qu'on est en devoir d'attendre du ministère? La récente opération concernant la gestion des filières concerne le recensement des animaux d'élevage. Or, cette mesure n'est pas issue des décisions du cabinet de l'actuel ministre. Ministre pourtant spécialisé dans l'élevage en sa qualité de vétérinaire. Il s'agit d'une injonction présidentielle puisque la demande émane du président Tebboune. Demande formulée lors de la rencontre gouvernement-wali du mois de septembre et instruite par le premier ministre à l'intention du MADR.

### **Le ministre, des paris douteux**

Lorsque le ministre affirme que : "l'Algérie est en mesure d'atteindre l'autosuffisance en production de céréales" sans apporter d'éléments concrets, il s'agit ni plus ni moins qu'un pari douteux qui ne repose sur aucun chiffre. Si cela est possible pour le blé dur, ce n'est pas un objectif réalisable à court terme pour le blé tendre. En effet, il n'explique ni comment résorber les terres en jachère, réduire les coûts de culture ou améliorer l'attractivité de la culture des céréales menacée par l'élevage ovin. Rappelons qu'un tiers des surfaces céréalières en Algérie sont destinées non pas à nourrir les consommateurs mais des animaux.

Quand le ministre indique à propos de l'agriculture saharienne qu'elle « est une priorité absolue dont nous sommes convaincus » de quelle agriculture parle-t-il? Des petites exploitations ou des méga exploitations fonctionnant à coup de subventions publiques pour faire pousser du blé sous 50°C. Un observateur notait récemment : "les gros investisseurs ne sont pas fous, ce ne sont pas leurs capitaux qu'ils investissent dans le

sud, c'est l'argent de l'Etat."

Mais plus grave. Quel est le niveau actuel des nappes d'eau souterraines? Ne faudrait-il pas la publication régulière de ce paramètre. En plusieurs lieux le rabattement des nappes est constaté par les investisseurs. Pourquoi le ministère ne s'exprime-t-il pas sur ce sujet et ne fournit-il aucun chiffre?

### **Un ministre passe, les agriculteurs restent**

Face à la position des services du MADR qui s'apparente à un lâchage des producteurs de colza, la seule attitude des agriculteurs et de la filière (agro-industriels, agro-fourriture) est de s'organiser face à ce manque de continuité dans les programmes agricoles. Car les ministres passent, mais les agriculteurs restent.

Pour les agriculteurs, la solution serait de poursuivre la culture du colza mais à une condition. Celle de sortir la "tête du guidon". C'est à dire ne pas s'occuper de ce qui se passe seulement sur sa parcelle, mais également de s'occuper du marché, de la filière.

En pratique la solution passe par une intégration verticale des producteurs les plus conscients. Ils pourraient s'équiper à plusieurs de petites unités de trituration et vendre eux même l'huile produite par leur exploitation dans des groupements économiques. La filière huile d'olive peut être un exemple pour certains aspects. Bien sûr se pose la question des compensations liées au soutien du prix de l'huile à la consommation. Aux agriculteurs leaders de s'organiser en groupe de production et à monter des dossiers pour réclamer l'attribution de ces compensations pour des quotas précis. Il s'agit de s'inspirer des professionnels de l'agro-alimentaire comme dans le cas de la tomate industrielle ou le lait.

### **La position des industries de l'agro-alimentaire**

Quelle fiabilité des industries agro-alimentaires locales pour soutenir le colza? Elle est faible et ne tient qu'à la contrainte exercée par les pouvoirs publics et au patriotisme économique affiché par quelques entreprises. Ainsi, lors de la dernière campagne, ce serait Cevital qui aurait accepté d'acheter le colza produit par les agriculteurs algériens. En général, les opérateurs nationaux ont tout loisir de s'approvisionner à partir du marché international. Un marché qui leur offre quantités et qualité des produits oléagineux.

Dans les conditions politiques actuelles où les pouvoirs publics misent sur la substitution des importations par la production nationale, ces industriels peuvent être les alliés des agriculteurs. Mais leur possible retournement est toujours à craindre. Quid également d'une pression de l'OMC qui obligerait les pouvoirs publics à réduire les subventions aux agriculteurs?

Dans l'état actuel des choses, les agriculteurs situés à proximité des centres de trituration ont tout intérêt à développer une politique contractuelle telle celle qui existe dans le cas de la tomate industrielle.

### **MADR, pour un ministre de la trempe de Lakhdar Rekhroukh**

Face à la volte-face du ministère de l'agriculture, volte-face illustrée par la position personnelle défendue par le ministre lui même, position en contradiction avec les orientations gouvernementales, deux explications sont possibles : un manque de savoir faire et de persévérance du MADR ou les pressions du lobby des importations.

Le développement agricole est une oeuvre complexe et la gestion du MADR nécessite des compétences et de la volonté. L'exemple de détermination est donné par Lakhdar Rekhroukh récemment promu ministre à la suite de son excellent bilan en tant que DG de Cosider.

Avec cette annonce stupéfiante d'abandonner le colza, le ministre n'aurait-il pas signé de sa propre main son aveu d'inaction et donc à terme une probable fin de mission ?